

La frontière française ne devrait pas fermer pour le G7

SÉCURITÉ La préfète de la Haute-Savoie, Emmanuelle Dubée, a détaillé hier à Annecy le dispositif qui sera en vigueur à Evian-les-Bains et dans les communes voisines en juin. Dans l'assistance, des journalistes suisses avides de réponses

LORENE MESOT, ANNECY

«Notre objectif est qu'Evian puisse continuer à vivre.» Hier en fin de journée à Annecy, la préfète de la Haute-Savoie a présenté le dispositif qui sera mis sur pied à Evian-les-Bains et dans les communes voisines de Neuvecelle et Publier du jeudi 11 au mercredi 17 juin à l'occasion du G7. L'exercice devait permettre aux autorités de répondre aux interrogations «qui nous sont parvenues» des élus et acteurs économiques locaux. Il a été quelque peu phagocyté par les médias suisses, témoins de l'impatience des acteurs économiques et de la coalition No-G7. Face à un canton qui explique attendre des décisions de l'Élysée pour se prononcer sur son propre dispositif de sécurité, plusieurs avaient fait le déplacement à la préfecture de Haute-Savoie.

La frontière sera-t-elle fermée, a demandé la RTS? «Nous avons sollicité nous-mêmes les autorités suisses sur le fait de savoir si elles souhaitent réduire les flux ou fermer la frontière un jour ou un autre. Elles ne nous ont pas encore répondu», a déclaré la préfète. Des contrôles auront lieu aux frontières, a-t-elle poursuivi, mais pour le moment il n'y a «pas la volonté, côté français, de fermer la frontière».

Pour l'heure, pas de demande de manifestation

Les autorités haut-savoyardes ont-elles reçu des demandes d'autorisations de manifestation, a enchaîné la *Tribune de Genève*? Non, «pas à ce stade», a répété Emmanuelle Dubée plusieurs fois, précisant, tout de même, que des discussions pourraient avoir lieu ces prochains jours. La France serait-elle prête à organiser un contre-sommet comme le demande sa voisine, a poursuivi la RTS? «Mme Kast m'a écrit, a déclaré la préfète. La France n'organise pas de contre-sommet. Elle est à disposition d'organiseurs identifiés.» Mais si ceux-là venaient à se manifester, insiste cette fois *Le Temps*, les autorités françaises seraient-elles

prêtes à mettre un terrain à disposition? «Je comprends l'inquiétude qui fait suite aux affrontements et aux débordements que la Suisse a connus en 2003 en marge d'un précédent sommet du G8 que vous exprimez et sur lesquels nous échangeons aussi avec les autorités suisses, a tenté la préfète, cette fois légèrement agacée. Mais notre démarche est la même pour toute manifestation revendicative en France. Il nous faut des interlocuteurs.»

Avant ce ping-pong franco-suisse, les autorités de Haute-Savoie ont expliqué que les frontaliers de la région d'Evian-les-Bains qui transitent par bateau pourront continuer à le faire, non pas par Evian, mais soit via le port de Thonon, soit par un embarcadère mis spécialement sur pied pour la durée du sommet à Lugrin. Quant au rail et à la route, ils ne devraient pas être touchés sur les axes qui traversent la frontière. Le seul tronçon concerné sera celui entre Thonon et Evian – des cars de remplacement seront à disposition.

Sur place, deux zones de sécurité ont été imaginées. Une «zone rouge» (autour de l'Evian Resort, de l'hôtel Royal et de l'hôtel Hermitage) où logeront «les têtes

de délégations» et où auront lieu les discussions. Ainsi qu'une «zone bleue», ou zone de protection élargie, à cheval sur les trois communes concernées, pour laquelle un pass G7 (un QR code) sera obligatoire pour circuler.

«La France n'organise pas de contre-sommet. Elle est à disposition d'organiseurs identifiés»

EMMANUELLE DUBÉE, PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAVOIE

Résidents, travailleurs et commerçants, notamment, pourront faire la démarche en ligne pour l'obtenir dès le 11 mai. «Le principe reste celui de la libre circulation. L'objectif du pass G7, obligatoire, est d'accélérer les contrôles à l'entrée de la zone afin de fluidifier la circulation et éviter les embouteillages», a exposé la préfète. ■